Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

17/03/2025

Rapport sur les orientations budgétaires 2025

Ville de Commercy

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Table des matières

Introduction 3
1. Contexte général 4
1.1. Situation mondiale 4
1.2. Situation en France 4
1.3. Situation locale 5
2. La loi de finances pour 2025 5
3. La situation financière de la commune de Commercy 8
3.1. Le budget principal de la Ville de Commercy 8
3.1.1. Fonctionnement 8
3.1.2. Investissement 11
3.1.3. Fiscalité 13
3.1.4. Indicateurs financiers 14
3.1.5. Analyse de la dette 15
3.2. Les budgets annexes 17
3.2.1. Service des eaux 17
3.2.2. Service d'assainissement 19
4. Les orientations budgétaires de la commune de Commercy pour 2025 20
4.1. Fonctionnement 20
4.1.1. Les recettes 20
4.1.2. Les dépenses 23
4.1.3. Les budgets annexes 24
4.2. Investissement 25
4.3. Retro-prospective 2024 - 2028 27
Conclusion 27

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Introduction

Le budget est un acte essentiel dans la vie de toute collectivité territoriale car il traduit en terme financier le choix politique des élus.

Le cycle budgétaire est rythmé par de nombreuses décisions dont le Rapport d'Orientation Budgétaire constitue la première étape. Le débat lancé à partir de ce rapport est une obligation légale. Il doit se dérouler dans les dix semaines précédant l'examen du budget primitif.

La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a instauré ce débat pour répondre à 3 objectifs principaux :

- permettre à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent des priorités qui seront inscrites au budget primitif ;
- donner lieu à une information sur l'évolution de la situation financière de la collectivité ;
- présenter les perspectives pour l'année à venir et la prévision pluriannuelle des investissements.

Ainsi les membres du conseil municipal ont la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de la commune.

Ce débat n'a aucun caractère décisionnel. Sa teneur doit cependant faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat dans le département puisse s'assurer du respect des obligations légales.

Le vote du budget primitif 2025 de la commune et de ses budgets annexes Eau et Assainissement est fixé le lundi 7 avril 2025

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

1. Contexte général

1.1. Situation mondiale

La croissance mondiale est attendue sans véritable élan en 2024 et en 2025, autour de 3%, Les États-Unis continuent de surperformer et de surprendre à la hausse avec une croissance attendue proche de 3%, tandis que la zone Euro peine à se redresser avec une croissance qui serait inférieure à 1% en 2024, avec une économie allemande toujours à l'arrêt. La Chine ralentit également avec une croissance qui serait inférieure à 5%, ce qui a conduit le gouvernement chinois à annoncer une série de nouvelles mesures de soutien à l'économie.

Le risque géopolitique se renforce par ailleurs dans de nombreux pays. L'intensification de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen Orient avec un renforcement des tensions Iran-Israël en sont l'illustration. Sur le plan politique, l'élection de Donald Trump fait peser le risque de la mise en place de tarifs douaniers et d'une politique plus imprévisible.

En Europe, la France a un gouvernement qui ne dispose que d'une fragile majorité et la coalition gouvernementale en Allemagne présente de sérieux signes de fragilités.

La croissance de la zone Euro a calé en fin d'année dernière, à cause de mauvaises performances en Allemagne et en France, les deux premières économies du bloc restant handicapées par l'instabilité politique notamment. Quant à l'inflation, elle a rebondi en octobre en zone Euro, passant de 1,7% en septembre à 2%. L'inflation sous-jacente est restée stable à 2,7%, montrant de nouveaux signes de persistance, en particulier dans les services (3,9%, quasi inchangée depuis le début de l'année), tandis que les prix des biens hors énergie ont légèrement accéléré, passant de 0,4% à 0,5% en glissement annuel. L'inflation continuera de diminuer en 2025 (estimation à 1,8%), notamment au premier semestre en raison d'effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, mais la baisse dans le secteur des services resterait lente.

Source : La Caisse d'Epargne

1.2. Situation en France

La croissance du PIB a bénéficié d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris, les ventes de billets et des droits de diffusion audiovisuelle étant comptabilisées au 3ème trimestre. La Caisse d'Epargne anticipe une croissance du PIB de 1,1% en 2024 et de 0,9% en 2025 en France.

En France, en 2024 et selon les données provisoires publiées par l'Insee le 7 janvier 2025, les prix à la consommation (IPC) ont augmenté de 2% en moyenne (+2,3% pour l'IPCH). L'inflation (IPCH) française est estimée entre 1,6% et 1,9% en 2025.

Le taux de chômage a baissé de - 0,2 point au T2-2024 à 7,3% en France (hors Mayotte), mais reste au-dessus de la moyenne européenne (5,9% en août 2024 après 5 mois à 6%). Le taux d'activité est resté stable à 74,5%, son plus haut niveau historique. Néanmoins, l'embellie demeure fragile dans un contexte de ralentissement de l'activité : les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage augmentent nettement dans les enquêtes de conjoncture, tout en restant un peu inférieures à leur moyenne de long terme.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

En 2023, le déficit public s'est élevé à 5,5% du PIB, après 4,7% en 2022 et contre 4,4% attendus dans le projet de loi de finances. Le creusement du déficit en 2023 s'explique par trois facteurs : une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires après deux années exceptionnelles post-covid ; la poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 Mds € ; et enfin, les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles et hors charges d'intérêts qui ont continué d'augmenter à un rythme nettement supérieur à l'inflation. En 2024, le déficit public devrait atteindre 6,1%, ce qui marquerait un deuxième dérapage consécutif pour le gouvernement, ce qui est inhabituel en dehors des périodes de crise.

Source : La Caisse d'Epargne

1.3. Situation locale

L'année 2023 a été marquée par une forte dynamique des dépenses et des recettes de fonctionnement des collectivités du bloc communal. Grâce au dynamisme des recettes, en particulier fiscales, l'épargne brute de l'ensemble des communes et EPCI a augmenté en 2023 de 5,4% par rapport à 2022. Cependant, en 2024, la situation financière de ces mêmes collectivités risque de se tendre : les dépenses de fonctionnement continueraient à augmenter à un rythme soutenu de + 4,8%, mais le dynamisme des recettes, lui, faiblirait avec une évolution à peine supérieure à 3%. En conséquence, l'épargne brute des communes et EPCI pourrait diminuer de 4,4% en 2024. Cette situation doit être mise en parallèle avec le niveau élevé des dépenses d'investissement, qui pourraient croître de 8,6% en 2024 pour atteindre plus de 56 Mds €. Par ailleurs, le fonds de roulement total des collectivités du bloc communal diminuerait de 3,7 Mds € en 2024 après avoir connu l'équilibre en 2023. Enfin, l'encours de dette total des collectivités du bloc communal augmenterait de près de 2% pour s'établir à 141 Mds € à l'issue de l'année 2024.

En agrégeant les comptes de l'ensemble des collectivités locales (régions, collectivités territoriales uniques, départements, communes, groupements à fiscalité propre et EPCI sans fiscalité propre), le même phénomène peut être observé : les dépenses de fonctionnement augmenteraient à un rythme plus soutenu que les recettes, tandis que les dépenses d'investissement continueraient de croître fortement. En conséquence, en considérant l'ensemble des collectivités, le fonds de roulement total des entités locales diminuerait de 8 Mds € en 2024, en raison à la fois de la dégradation de l'épargne brute globale (baisse de 3,8 Mds €) et de la hausse significative des dépenses d'investissement (+5,2 Mds €) L'encours de dette total des collectivités grimperait à 210,7 Mds € à la fin de l'exercice 2024, contre 204,9 Mds € fin 2023.

Source : SVP

2. La loi de finances pour 2025

L'instabilité politique observée ces derniers mois est une situation assez nouvelle pour la France depuis la mise en place de la Vème République.

Dans une plus forte mesure encore qu'en 2024, le Projet de Loi de Finances (PLF) initial pour 2025 avait été établi et discuté dans un contexte d'austérité budgétaire. Anticipé à 6,1% à la fin 2024, le déficit public pourrait se creuser jusqu'à 6,9% à l'issue de l'exercice 2025, loin des 3% attendus selon les critères de Maastricht, sans mesures correctives.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Avant même la dissolution de l'Assemblée Nationale et la formation du nouveau gouvernement Barnier, tombé en décembre 2024, le précédent exécutif appelait à des économies massives de manière à contrôler le déficit public, et le ramener vers une trajectoire de réduction sur plusieurs années.

Le PLF initial pour 2025 poursuivait l'objectif de dégager 60,6 Mds € de marges de manœuvre supplémentaires pour contenir le déficit public à 5% au terme de l'exercice 2025. Parmi ces 60 Mds €, 41,3 Mds € concernaient des économies sur les dépenses, et 19,3 Mds € provenaient de recettes nouvelles. Ces 19,3 Mds € de recettes nouvelles devaient être issues d'une taxation renforcée sur les Français les plus fortunés et les grands groupes.

Le PLF initial, présenté à l'Assemblée Nationale en octobre dernier, prévoyait trois grandes mesures d'économies portées par les collectivités locales :

- 3 Mds € devaient être prélevés sur 400 à 450 collectivités ayant un budget supérieur à 40 M€ et ne disposant pas d'une situation financière « trop » dégradée, de manière à abonder un fonds de réserve ;
- il était prévu également d'écrêter la dynamique de TVA reversée aux collectivités locales, destinée à compenser la suppression d'un certain nombre d'impôts locaux (taxe d'habitation sur les résidences principales et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises principalement) ;
- le taux du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) devait diminuer pour s'établir à 14,850% à compter de 2025, contre 16,404% jusqu'en 2024. L'éligibilité au fonds des dépenses de fonctionnement devait être supprimée. L'économie attendue de cette mesure était de 800 M€.

D'autres mesures d'économies avaient été annoncées : la baisse du fonds vert de 2,5 Mds € à 1 Md € en 2025 et l'augmentation du taux de cotisation employeur pour financer le retour à l'équilibre de la CNRACL, avec un surcoût estimé à plus d'1 Md € pour les collectivités en 2025.

Cependant, une motion de censure, votée le 4 décembre 2024 contre le gouvernement Barnier, a stoppé les débats parlementaires. Devant cette situation, l'Assemblée Nationale le 16 décembre puis le Sénat le 18 décembre ont adopté un projet de loi de finances spéciale, devant permettre à l'Etat de pouvoir prélever les impôts et d'assurer le fonctionnement des services publics au début de l'année 2025, dans l'attente du vote d'une loi de finances initiale 2025 en bonne et due forme.

La loi de finances spéciale n°2024-1188 du 20 décembre 2024 comporte ainsi quatre articles :

- Article 1 : L'Etat est autorisé à percevoir les impôts, dont les impôts locaux, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de finances initiale 2025.
- Article 2 : Inscription explicite dans la loi des prélèvements sur les recettes de l'Etat (dont la DGF) à destination des collectivités locales, selon les montants 2024.
- Article 3 : L'Etat est autorisé à emprunter en 2025.
- Article 4 : Les organismes de sécurité sociale, dont la CNRACL, sont autorisés à emprunter en 2025.

En complément de cette loi de finances spéciale, le décret n°2024-1253 a été publié au Journal Officiel le 31 décembre dernier. Ce décret porte répartition des crédits relatifs aux services votés pour 2025, selon les mêmes montants que ceux prévus en 2024.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Après l'échec de la motion de censure votée à l'Assemblée nationale et la validation des sénateurs, le projet de loi de finances pour 2025 a finalement été adopté, après que le Premier ministre, François Bayrou, a engagé la responsabilité de son gouvernement avec le recours à l'article 49.3 de la Constitution.

La loi de finances pour 2025 allège le « fardeau » reposant sur les collectivités locales, en passant la contribution de ces dernières à la réduction du déficit public de 5 Mds€ dans le PLF initial à 2,2 Mds€ dans le texte définitif.

Les principales dispositions du texte concernant les collectivités locales sont les suivantes :

- **Evolution de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)**

L'enveloppe totale de DGF augmentera de 150 M€.

Les dotations de péréquation des communes seront revalorisées :
- + 150 M€ pour l'enveloppe de DSR (+ 6,7%) ;
- + 140 M€ pour l'enveloppe de DSU (+ 5,0%).

L'enveloppe de la dotation d'intercommunalité des EPCI augmentera de 90 M€ (+ 5,1%), en application de l'article L.5211-28 du CGCT.

Les communes classées dans une zone France Ruralité Revitalisation percevront une double majoration de leur DSR :
- 30% sur la fraction bourg-centre (majoration qui existait déjà du temps des ZRR), si la commune est éligible à cette fraction ;
- 20% sur la fraction péréquation (nouvelle mesure), si la commune est éligible à cette fraction.

- **Soutien à l'investissement local**

Les crédits alloués au fonds vert passeront de 2,5 Mds € en 2024 à 1,15 Md € en 2025. Les crédits de la DSIL diminueront de 150 M€ pour financer l'augmentation de l'enveloppe de la DGF. La DETR sera préservée en 2025.

- **Les mesures d'économies**

Les trois principales mesures d'économies envisagées dans le PLF initial ont finalement connu des destins différents :

- La mesure prévoyant une baisse du taux de remboursement du FCTVA et la suppression des dépenses de fonctionnement de l'assiette d'éligibilité est supprimée ;

- La mesure prévoyant le gel du dynamisme des fractions de TVA a été conservée et permet une économie pour l'Etat d'1,2 M€.

- La mesure qui prévoyait la création d'un fonds de réserve de 3 Mds € a été profondément modifiée.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Le fonds de réserve est remplacé par un nouveau mécanisme intitulé « dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités locales », doté d'1 Md € réparti entre les différentes catégories de collectivités locales. En 2025, les communes assujetties seront prélevées de 250 M€ et les EPCI à fiscalité propre de 250 M€ également. L'assujettissement des collectivités à ce dispositif est établi en fonction d'un indice synthétique visant à établir la richesse relative de la collectivité en fonction de critères de potentiel par habitant et de revenu par habitant. Si l'indice synthétique de la collectivité excède de 10% la moyenne, elle sera prélevée. Toutefois, certaines communes seront exonérées du dispositif :

- Les 250 premières communes de plus de 10 000 habitants éligibles à la DSU ;
- Les 30 premières communes comptant entre 5000 et 10000 habitants éligibles à la DSU ;
- Les 2500 premières communes éligibles à la fraction cible de la DSR ;
- Les 115 premières communes ultra-marines classées selon un indice synthétique de ressources et de charges utilisé pour le calcul de la dotation de péréquation.

Les départements seront prélevés de 220 M€ et les régions de 280 M€. Les montants prélevés ont vocation à être restitués les années suivantes aux collectivités contributrices, une part de ces prélèvements devant néanmoins abonder les différents fonds de péréquation. En tout, plus de 2000 collectivités locales seraient prélevées.

- **France Ruralité Revitalisation**

Réintégration dans le dispositif de 2168 communes anciennement situées en ZRR et exclues depuis le 1er juillet 2024 du nouveau zonage.

3. La situation financière de la commune de Commercy

La présentation rétrospective présentée ci-après est réalisée sur les années 2021 à 2024. Il est précisé que les comptes administratifs 2024 n'étant pas encore validés, les données 2024 sont provisoires.

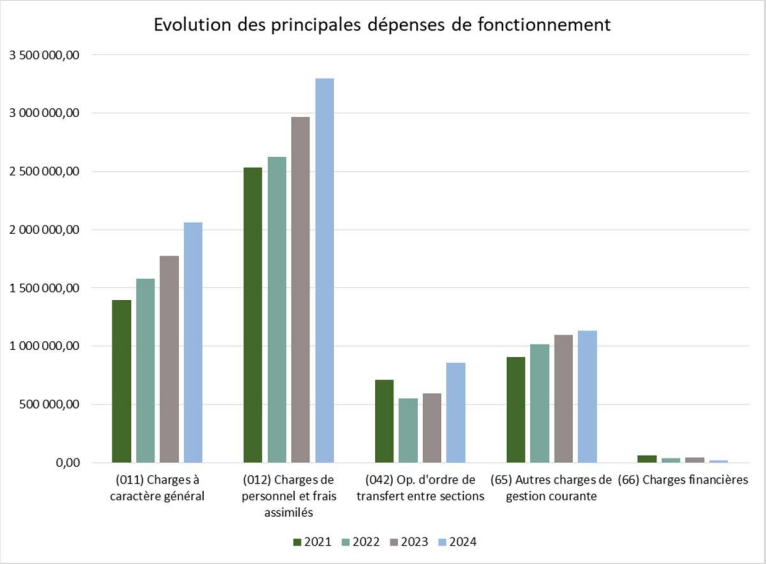
3.1. Le budget principal de la Ville de Commercy

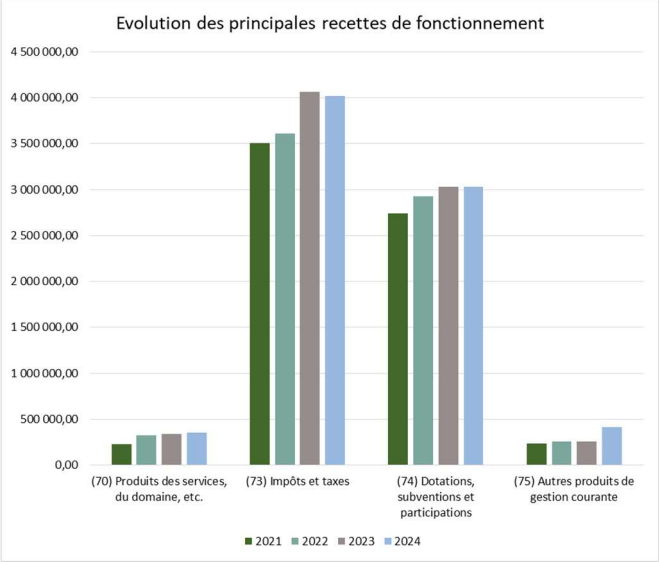
3.1.1. Fonctionnement

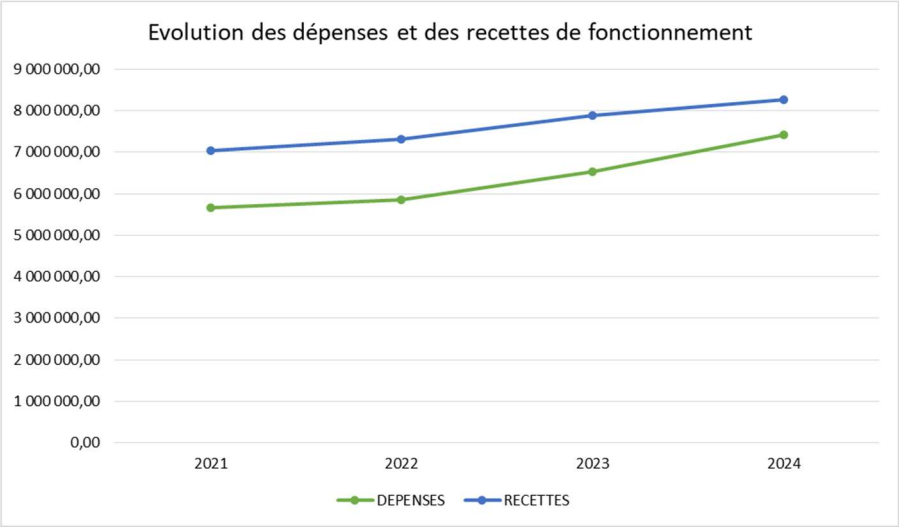
Présentation générale des comptes administratifs de 2021 à 2024

DEPENSES					RECETTES				
Chapitre	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**Chapitre**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
(011) Charges à caractère général	1 396 130,92	1 579 955,32	1 772 797,77	2 061 121,18	(002) Résultat d'exploitation reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
(012) Charges de personnel et frais assimilés	2 530 439,80	2 622 837,74	2 966 531,66	3 296 522,58	(013) Atténuations de charges	42 881,04	40 707,18	34 942,43	36 072,46
(014) Atténuations de produits	59 449,50	40 518,16	39 608,20	47 709,60	(042) Op. d'ordre de transfert entre sections	133 102,06	89 238,29	88 838,31	134 491,92
(022) Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	(70) Produits des services, du domaine, etc.	227 850,99	326 797,39	342 208,57	350 757,60
(023) Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	(73) Impôts et taxes	3 504 899,79	3 613 894,58	4 065 756,00	4 021 179,85
(042) Op. d'ordre de transfert entre sections	713 657,06	550 080,78	592 865,02	856 131,13	(74) Dotations, subventions et participations	2 737 299,52	2 927 160,52	3 033 066,85	3 030 444,38
(65) Autres charges de gestion courante	906 280,00	1 019 144,32	1 093 555,77	1 130 150,76	(75) Autres produits de gestion courante	236 205,14	254 294,80	260 509,47	413 944,17
(66) Charges financières	61 318,21	40 362,03	44 195,33	17 769,52	(76) Produits financiers	1 055,40	601,35	189,45	14,00
(67) Charges exceptionnelles	588,65	3 261,31	3 267,35	608,29	(77) Produits exceptionnels	153 172,68	49 481,92	67 014,15	288 379,10
(68) Dotations aux provisions (semi-budgétaires)	0,00	1 185,20	18 050,00	4 310,00	(78) Reprises sur provisions	0,00	435,00	0,00	0,00
Totaux	**5 667 864,14**	**5 857 344,86**	**6 530 871,10**	**7 414 323,06**	**Totaux**	**7 036 466,62**	**7 302 611,03**	**7 892 525,23**	**8 275 283,48**
Résultat de l'exercice						1 368 602,48	1 445 266,17	1 361 654,13	860 960,42
Report résultat N-1						1 648 939,87	2 619 454,17	3 304 147,81	4 306 480,04
Résultat de clôture						**3 017 542,35**	**4 064 720,34**	**4 665 801,94**	**5 167 440,46**

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF







Sur la période 2021-2024, on observe une augmentation croissante des dépenses réelles de fonctionnement à l'exception des charges financières qui elles, s'éteignent progressivement.

En 2024, les dépenses réelles de fonctionnement ont évolué de 10% par rapport à 2023. Cette hausse s'explique notamment par une forte augmentation des cotisations d'assurance (+ 385%), une évolution des charges de personnel de 11% ainsi que par de nouvelles dépenses réalisées dont les principales sont les suivantes :

- installations sportives au stade Parmentier (suite à l'incendie du 11/09/2023) ;
- crédit-bail pour l'éclairage public ;
- création d'une identité visuelle et olfactive ;
- prestation pour le recensement.

Des recrutements au sein de la Direction des Services Techniques, la transformation de contrats aidés en CDD ou en stagiairisation ainsi que les remplacements pour suppléer les absences pour maladie ont généré la hausse des charges de personnel constatée.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

En revanche, on peut observer une diminution de 25% des coûts de l'énergie en 2024 (cf. tableau ci-dessous).

	2021		2022		2023		2024	
	Réalisé	**Evolution N/N-1**	**Réalisé**	**Evolution N/N-1**	**Réalisé**	**Evolution N/N-1**	**Réalisé**	**Evolution N/N-1**
Electricité	171 122,14	-17 %	182 188,51	6,47 %	296 735,05	63 %	266 412,29	-10 %
Gaz	160 069,35	42 %	272 956,71	70,52 %	184 188,30	-33 %	92 210,53	-50 %
Totaux	**331 191,49**	**4 %**	**455 145,22**	**37,43 %**	**480 923,35**	**6 %**	**358 622,82**	**-25 %**

Quant aux recettes réelles de fonctionnement, elles ont globalement augmenté de 4% en 2024. Néanmoins, en neutralisant les produits exceptionnels (indemnisation de sinistres) ainsi que les cessions de biens réalisées, leur évolution est à la baisse (- 1% par rapport à 2023). Cette diminution est principalement liée à une hausse importante de la TASCOM en 2023 (+ 82% par rapport à 2022).

Evolution de la DGF

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2021/2024	Variation 2023/2024	
Dotation forfaitaire	1 018 227	1 002 578	1 001 491	997 599	813 174	-189 404	-184 425	-18,49 %
*Compensation CPS**	*0*	*0*	*0*	*0*	*181 169*	*181 169*	*181 169*	*/*
Dotation de solidarité rurale (DSR)	570 222	579 841	625 331	655 614	694 941	115 100	39 327	6,00 %
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	366 638	376 099	385 327	393 483	408 069	31 970	14 586	3,71 %
Dotation nationale de péréquation (DNP)	95 996	86 396	94 988	70 447	67 300	-19 096	-3 147	-4,47 %
Total DGF	**2 051 083**	**2 044 914**	**2 107 137**	**2 117 143**	**2 164 653**	**119 739**	**47 510**	**2,24 %**

** A compter de 2024, l'intégralité des montants des compensations de la part salaires (CPS) qui étaient encore compris dans la dotation forfaitaire des communes a été attribuée à leur EPCI à fiscalité propre d'appartenance au 1er janvier 2024, au sein de la dotation de compensation des EPCI. Par conséquent, en 2024, aucune commune appartenant à un EPCI à fiscalité propre, quel que soit son régime fiscal, ne perçoit d'attribution au titre de la « part CPS » au sein de sa dotation forfaitaire. Ce mécanisme a donc eu pour conséquence une baisse de la dotation forfaitaire. Toutefois, l'article L.5211-32 du CGCT prévoit un reversement obligatoire de l'EPCI au bénéfice desdites communes.*

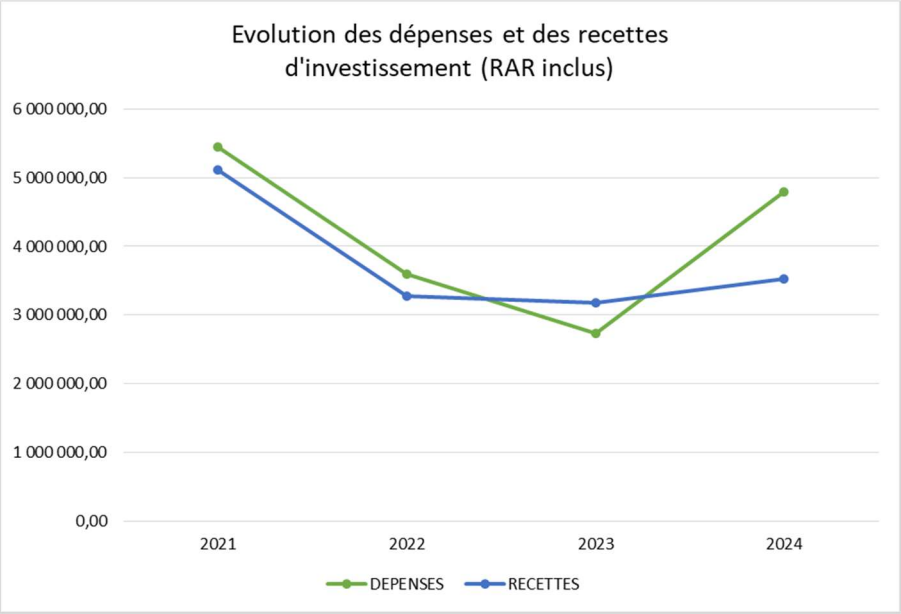
Malgré une hausse de ses dépenses de fonctionnement, la commune parvient à dégager un excédent de fonctionnement de 861 K € en 2024.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

3.1.2. Investissement

Présentation générale des comptes administratifs de 2021 à 2024

DEPENSES					RECETTES				
Chapitre	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**Chapitre**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
(001) Solde d'exécution reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	(001) Solde d'exécution reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
(020) Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	(021) Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
(040) Op. d'ordre de transfert entre sections	133 102,06	89 238,29	88 838,31	134 491,92	(024) Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
(041) Op. patrimoniales	0,00	0,00	2 762,40	0,00	(040) Op. d'ordre de transfert entre sections	713 657,06	550 080,78	592 865,02	856 131,13
(10) Dotations, fonds divers et réserves	173 801,18	0,00	0,00	0,00	(041) Opérations patrimoniales	0,00	0,00	2 762,40	0,00
(16) Emprunts et dettes assimilées	674 454,53	689 108,28	577 034,49	246 221,67	(10) Dotations, fonds divers et réserves	1 897 384,78	817 626,13	944 907,81	549 451,07
(20) Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	244 687,43	110 324,44	157 814,47	259 938,71	(13) Subventions d'investissement	790 511,64	405 339,78	552 954,53	954 133,01
(204) Subventions d'équipement versées	13 787,48	3 035,72	41 653,87	10 257,87	(16) Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 070,47	0,00	0,00
(21) Immobilisations corporelles	354 434,40	861 335,04	1 164 222,48	970 194,13	(21) Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
(23) Immobilisations en cours	2 182 746,73	260 414,87	85 628,06	5 214,00	(27) Autres immobilisations financières	10 131,53	10 586,83	7 454,03	0,00
(27) Autres immobilisations financières	0,00	133 351,02	77 387,91	77 387,91					
Sous-totaux	***3 777 013,81***	***2 146 807,66***	***2 195 341,99***	***1 703 706,21***	***Sous-totaux***	***3 411 685,01***	***1 784 703,99***	***2 100 943,79***	***2 359 715,21***
RAR	*1 663 148,00*	*1 445 077,00*	*539 371,30*	*3 092 679,00*	*RAR*	*1 704 874,00*	*1 489 668,00*	*1 079 611,13*	*1 162 315,00*
Totaux	**5 440 161,81**	**3 591 884,66**	**2 734 713,29**	**4 796 385,21**	**Totaux**	**5 116 559,01**	**3 274 371,99**	**3 180 554,92**	**3 522 030,21**
Résultat de l'exercice						-365 328,80	-362 103,67	-94 398,20	656 009,00
Report résultat N-1						-77 731,06	-443 059,86	-805 163,53	-899 561,73
Résultat de clôture (hors RAR)						**-443 059,86**	**-805 163,53**	**-899 561,73**	**-243 552,73**
Résultat de clôture						**-401 333,86**	**-760 572,53**	**-359 321,90**	**-2 173 916,73**



Après un net ralentissement des dépenses d'investissement de 2021 à 2023, la commune a réalisé et engagé de nombreux projets en 2024 :

- Aménagement des entrées de ville et de la rue de Lisle ;
- Achat du plateau Marguerite ;
- Amélioration énergétique des bâtiments (remplacement des menuiseries du Château Stanislas et du conservatoire de musique) ;
- Accessibilité de divers bâtiments de la commune ;
- Aménagement du conservatoire de musique ;
- Création d'un pump-track ;
- Aménagement du centre-ville (requalification de la place Charles de Gaulle).

Depuis 2021, la commune a investi 9,82 M€ soit **1 756 € par habitant** (calcul effectué sur la moyenne de la population 2021-2024).

Sur la période 2021-2024, la commune n'a eu recours à aucun emprunt.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Répartition par opération des dépenses et des recettes d'investissement - exercice 2024

N° ET LIBELLE	DEPENSES			RECETTES		
	REALISE 2024	RAR 2024	TOTAL	REALISE 2024	RAR 2024	TOTAL
139 Eglise	31 512,46		31 512,46	-	-	0,00
147 Vélodrome	17 869,80	9 105,00	26 974,80	-	1 960,00	1 960,00
154 Travaux cimetière	30 828,40	1 740,00	32 568,40	-	-	0,00
174 Aménagement entrée de Ville	16 878,00	264 024,00	280 902,00	-	-	0,00
274 Parc automobile	66 687,76	-	66 687,76	-	-	0,00
308 Eclairage public	74 974,32	-	74 974,32	-	-	0,00
365 Matériel de sécurité	1 210,80	-	1 210,80	-	-	0,00
393 Matériel ergonomique CST	2 652,21	-	2 652,21	-	-	0,00
397 Equipement du musée	8 472,00	-	8 472,00	-	3 530,00	3 530,00
406 Parc informatique	40 891,91	-	40 891,91	-	-	0,00
415 Aires de jeux	-	15 612,00	15 612,00	-	-	0,00
428 Serveurs et logiciels	26 504,45	-	26 504,45	-	-	0,00
447 Matériel de signalisation rout	8 205,70	-	8 205,70	-	-	0,00
464 Equipement du conservatoire	1 696,13	-	1 696,13	-	-	0,00
465 Téléphonie	1 000,00	-	1 000,00	-	-	0,00
476 Equipement de la bibliothèque	7 022,66	-	7 022,66	-	-	0,00
495 Matériel et équipement éléctio	1 560,00	-	1 560,00	-	-	0,00
523 Achat de mobilier urbain	18 612,00	-	18 612,00	-	-	0,00
539 Achat de mobilier et équipement de bureau	2 965,20	-	2 965,20	-	-	0,00
555 Epicerie sociale	162 201,00	-	162 201,00	16 220,10	37 322,00	53 542,10
558 Drapeaux	145,38	-	145,38	-	-	0,00
575 Illuminations de Noël	5 944,06	-	5 944,06	-	-	0,00
585 Amélioration énergétique des bâtiments	49 287,92	819 073,00	868 360,92	-	-	0,00
711 Véhicules ST	10 059,11	-	10 059,11	-	-	0,00
750 Acquisition de matériel d'aménagement de voirie	8 544,00	1 289,00	9 833,00	-	-	0,00
756 Matériel pôle entretien	1 925,35	-	1 925,35	-	-	0,00
807 Accessibilité divers bâtiments	51 742,08	223 632,00	275 374,08	-	151 553,00	151 553,00
818 Réhabilitation Centre des Roises	1 435,63	-	1 435,63	468 872,00	-	468 872,00
822 Réfection terrasse Prieuré de Breuil	23 022,01	-	23 022,01	458 013,91	35 589,00	493 602,91
845 Berges du château	61 952,66	-	61 952,66	8 855,00	-	8 855,00
846 Matériel et équipement manifestations	19 442,68	-	19 442,68	-	-	0,00
854 Aménagement de la rue Porte au Rupt	61 993,45	-	61 993,45	-	72 735,00	72 735,00
855 Piscine - avenir du site	-	1 800,00	1 800,00	-	-	0,00
863 Aménagement du conservatoire de musique	41 145,78	166 525,00	207 670,78	-	-	0,00
900 Stade Parmentier	28 992,56	46 624,00	75 616,56	-	-	0,00
901 Structure des ponts	10 104,00	-	10 104,00	-	-	0,00
902 Aménagement de la rue de Lisle	17 356,80	709 213,00	726 569,80	-	37 214,00	37 214,00
903 Aménagement du centre-ville	110 598,72	441 366,00	551 964,72	-	525 821,00	525 821,00
905 Création d'un street-park	29 739,38	312 723,00	342 462,38	-	279 350,00	279 350,00
907 Matériel et outillage des services techniques	55 871,61	30 771,00	86 642,61	-	-	0,00
908 Equipement Maison des Associations	2 389,90	-	2 389,90	-	-	0,00
910 Equipements sportifs	47 351,95	-	47 351,95	-	-	0,00
911 Aménagement du Centre Technique Municipal	5 540,27	-	5 540,27	-	-	0,00
913 Restauration d'œuvres d'art	5 214,00	2 508,00	7 722,00	2 172,00	-	2 172,00
915 Patrimoine arboré	18 392,72	-	18 392,72	-	-	0,00
916 MECS Les Capucins	6 246,00	-	6 246,00	-	-	0,00
922 Travaux divers de voirie	10 948,08	-	10 948,08	-	-	0,00
923 Matériel de communication	6 786,00	-	6 786,00	-	-	0,00
925 Aire de camping-cars	5 970,00	16 303,00	22 273,00	-	-	0,00
926 Signalétique touristique	-	29 556,00	29 556,00	-	17 241,00	17 241,00
927 Parcs et jardins	1 121,00	716,00	1 837,00	-	-	0,00
931 Aménagement urbains	14 338,94	-	14 338,94	-	-	0,00
OPFI Opération financière	458 101,50	-	458 101,50	1 405 582,20	-	1 405 582,20
OPNI Opération non individualisée	10 257,87	99,00	10 356,87	-	-	0,00
TOTAUX	**1 703 706,21**	**3 092 679,00**	**4 796 385,21**	**2 359 715,21**	**1 162 315,00**	**3 522 030,21**

Les subventions perçues en 2024 et restant à percevoir (RAR 2024) par la commune représentent près de 60% du montant HT des projets.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

3.1.3. Fiscalité

Depuis 2014, la ville de Commercy a engagé une réduction des taux d'imposition. Pour rappel, lors de sa séance du 2 avril 2024, le conseil municipal a voté les taux 2024 suivants :

- CFE : 14,43% ;
- TH : 18,64% ;
- TFB : 51,01% (dont taux TFB du département de 25,72% transféré suite à la réforme de la fiscalité locale) ;
- TFNB : 43,86% ;

Evolution des taux d'imposition

	Taux votés en 2021	Taux votés en 2022	Taux votés en 2023	Taux votés en 2024	Taux moyens communaux 2023 au niveau national
CFE	14,43 %	14,43 %	14,43 %	14,43 %	26,75 %
TH			18,64 %	18,64 %	24,45 %
TFB	52,16 %	51,01 %	51,01 %	51,01 %	39,42 %
TFNB	44,85 %	43,86 %	43,86 %	43,86 %	50,82 %

Suite à la réforme de la fiscalité locale, la taxe d'habitation sur les résidences principales est supprimée pour tous les contribuables depuis 2023. Le taux de cette taxe a été gelé à son niveau 2019 de 2020 à 2022. Le conseil municipal n'a donc pas voté de taux pour la taxe d'habitation sur cette période.

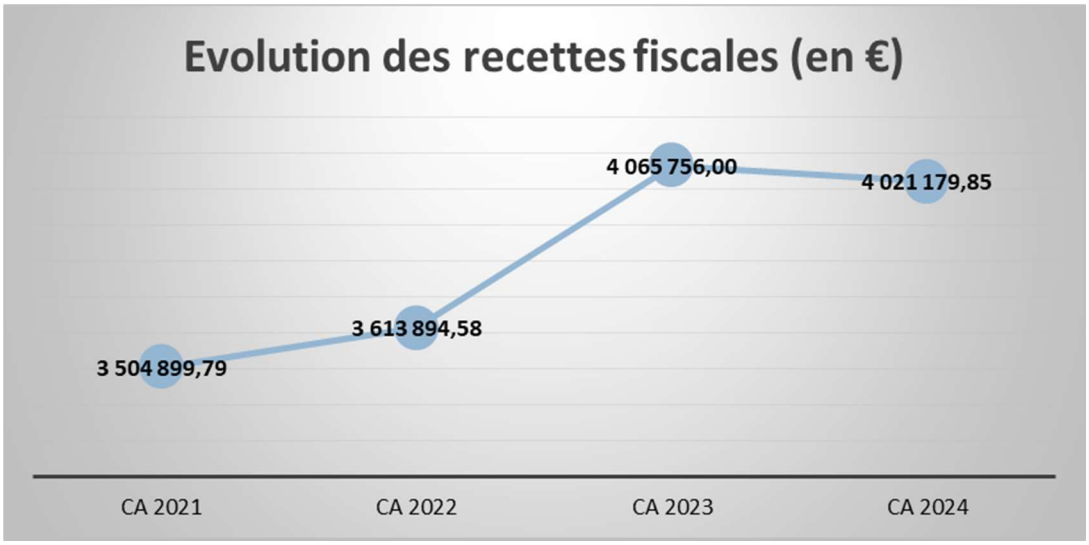
En 2023, le Conseil Municipal a instauré la taxe d'habitation sur les logements vacants en maintenant le taux applicable de 2019.

Il est précisé qu'à compter de 2021, le taux de foncier bâti du département (25,72%) a été transféré aux communes. Depuis 2021, le taux de la commune et le taux du département sont donc cumulés.

Répartition des impositions

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
IMPOTS ET TAXES	***3 504 899,79***	***3 613 894,58***	***4 065 756,00***	***4 021 179,85***
Taxes foncières et d'habitation	2 967 254,00	2 983 063,00	3 281 855,00	3 372 239,00
CVAE	156 056,00	208 669,00	-	-
TASCOM	122 890,00	130 349,00	237 474,00	145 723,00
IFER	11 906,00	13 221,00	13 787,00	15 963,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité	31 131,80	67 712,39	126 570,61	101 423,56
Taxe additionnelle aux droits de mutation	125 167,74	94 589,33	82 665,64	81 594,69
Droits de place	17 432,25	15 363,86	11 582,75	8 892,60
FPIC	69 467,00	72 122,00	66 842,00	65 127,00
Autres impôts locaux ou assimilés	3 595,00	28 805,00	22 514,00	9 589,00
Fraction compensatoire CVAE	-	-	222 465,00	220 628,00

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF



Les recettes fiscales de la commune augmentent jusqu'à 2023 avec une hausse plus importante cette année-là (+ 82% TASCOM et + 87% TCFE). En 2024, malgré une revalorisation des bases de fiscalité « ménages » de + 3,9%, elles connaissent une baisse de 1% (TASCOM revenue à son niveau habituel, - 20% TCFE et - 23% sur les droits de place).

Le produit de la CVAE, compensé depuis 2023, est relativement stable depuis 2022.

3.1.4. Indicateurs financiers

Les ratios

Ratios	2021	2022	2023	2024 (prévision)	Moyennes nationales communes de 5 000 à 10 000 habitants (données 2023 - source : DGCL)
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	879	944	1065	1183	1003
2 Produit des impositions directes / population	578	598	637	672	543
3 Recettes réelles de fonctionnement / population	1225	1283	1399	1469	1210
4 Dépenses d'équipement brut / population	494	219	252	223	327
5 Encours de dette / population	434	312	211	168	797
6 Dotation Globale de Fonctionnement / population	363	375	380	391	153
7 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fct	0,51	0,49	0,50	0,50	0,57
8 Dépenses de fct et rbt dette en capital / Recettes réelles de fct	0,82	0,83	0,83	0,84	0,90
9 Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement	0,40	0,17	0,18	0,15	0,27
10 Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement	0,35	0,24	0,15	0,11	0,66

La hausse des dépenses et des recettes de fonctionnement accompagnée d'une diminution du nombre d'habitants ont pour conséquence d'augmenter les ratios 1 à 3. Les rations 4 et 9 sont en baisse en 2024 en raison de nombreux projets inscrits en RAR (non intégrés dans le calcul de ces ratios). Aucun nouvel emprunt n'ayant été contracté sur la période 2021-2024, l'encours de la dette continue de diminuer (ratios 5 et 10). Par ailleurs, la DGF/habitant (ratio 6) continue de croître en 2024 malgré une diminution du nombre d'habitants. Enfin, on constate que le ratio 7 relatif aux dépenses de personnel reste stable en 2024 et demeure inférieur au ratio moyen des communes de la même strate.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

L'épargne

L'épargne brute est un des soldes intermédiaires de gestion le plus utilisé. Il est le plus pertinent pour apprécier la santé financière d'une collectivité locale. Il correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement et constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice. L'épargne brute s'assimile à la capacité d'autofinancement (CAF) utilisée en comptabilité privée.

L'épargne nette correspond à l'épargne brute de laquelle sont déduits les remboursements de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement du remboursement de la dette.

	2021	2022	2023	2024 (prévision)
Produits de fonctionnement	6 903 364,56	7 213 372,74	7 803 686,92	8 140 791,56
dont cessions	*100 500,00*	*3 140,00*	*36 364,43*	*288 379,10*
Charges de fonctionnement	4 954 207,08	5 307 264,08	5 938 006,08	6 558 191,93
dont intérêts de la dette	*69 897,47*	*49 997,07*	*35 627,81*	*17 769,52*
Epargne de gestion	**1 918 554,95**	**1 952 965,73**	**1 864 944,22**	**1 311 990,05**
Epargne brute	**1 848 657,48**	**1 902 968,66**	**1 829 316,41**	**1 294 220,53**
Remboursement dette en capital	673 954,53	689 108,28	577 034,49	245 663,72
Epargne nette	**1 174 702,95**	**1 213 860,38**	**1 252 281,92**	**1 048 556,81**

En raison d'une plus forte augmentation des dépenses réelles de fonctionnement que des recettes réelles de fonctionnement, l'épargne diminue en 2024. La commune dispose alors d'une **épargne nette de 1,05 M€**.

3.1.5. Analyse de la dette

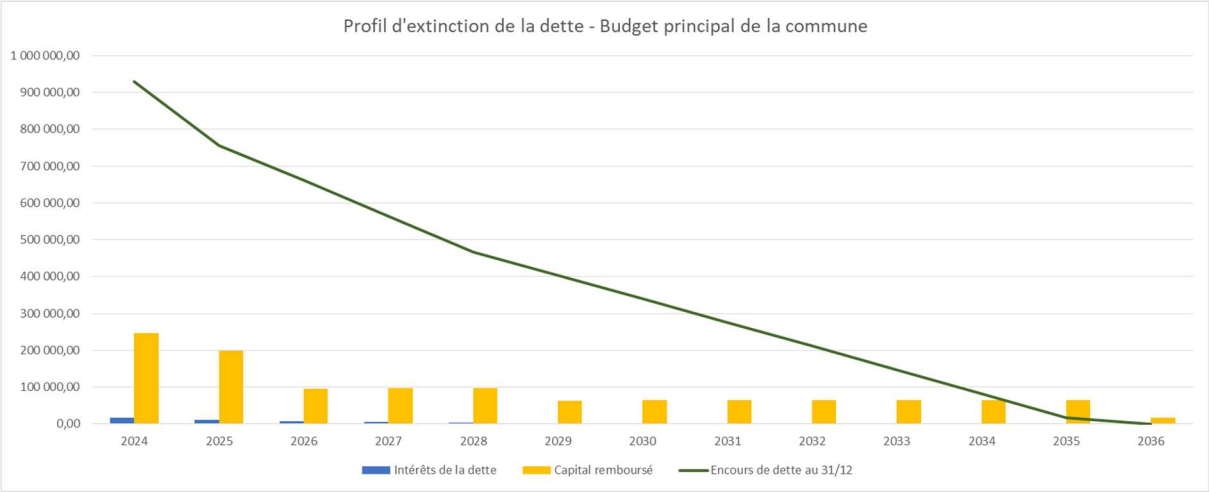
Evolution de l'encours de la dette

Pour information, certains emprunts ayant été contractés à taux variables, les intérêts sont susceptibles d'évoluer.

Année	2021	2022	2023	2024	2025
Emprunt contracté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêts de la dette	69 897,47	49 997,07	35 627,81	17 479,67	10 606,19
Capital remboursé	673 954,53	689 108,28	577 034,49	245 663,72	197 621,63
Annuité	743 852,00	739 105,35	612 662,30	263 143,39	208 227,82
Encours de dette au 31/12	2 442 799,65	1 753 691,37	1 175 775,48	930 993,16	756 260,24

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Profil d'extinction de la dette

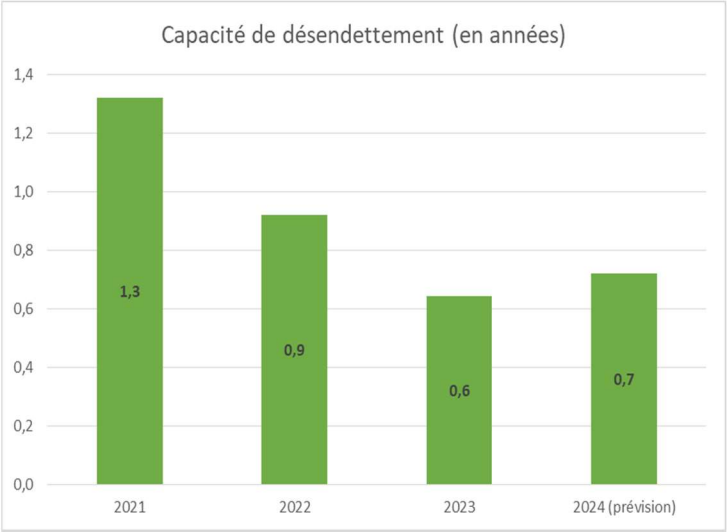


La projection 2024-2036 est réalisée dans l'hypothèse où aucun emprunt n'est contracté sur la période.

Ratios de la dette

Le taux d'endettement de la commune (encours de la dette sur les recettes réelles de fonctionnement) s'élève à **0,11** (0,15 en 2023 et 0,24 en 2022). Cela signifie qu'il faudrait 0,11 année à la commune pour rembourser la dette en y consacrant la totalité de ses ressources de fonctionnement. Pour information, le seuil de surendettement est fixé à 1. L'endettement par habitant de la commune s'élève à **168 €** (211 € en 2023 et 312 € en 2022) alors que la moyenne des communes de la même strate se situe à 797 €.

La capacité de désendettement



La capacité de désendettement permet de déterminer le nombre d'années théoriques nécessaires à la commune pour rembourser intégralement le capital de sa dette si elle y consacrait la totalité de son épargne brute. Au regard du niveau de sa capacité de désendettement, on constate que la commune est dans une situation tout à fait satisfaisante. Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une commune en 2022 est de 4,9 ans *(source : DGCL)* et le seuil d'alerte est fixé à 12 ans.

La capacité de désendettement de la commune ainsi que son évolution témoignent d'une situation financière saine.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

3.2. Les budgets annexes

3.2.1. Service des eaux

SECTION DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES					RECETTES				
	Chapitre	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**Chapitre**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
	(011) Charges à caractère général	12 952,60	26 113,08	4 575,55	15 017,54	(002) Résultat d'exploitation reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
	(012) Charges de personnel et frais assimilés	6 333,44	7 000,00	9 146,25	9 359,14	(042) Op. d'ordre de transfert entre sections	9 634,33	9 634,33	9 634,33	9 634,33
	(022) Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	(70) Ventes de produits fabriqués, etc.	192 392,24	214 506,31	259 736,46	102 313,59
	(023) Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	(77) Produits exceptionnels	0,00	16 639,09	0,00	0,00
	(042) Op. d'ordre de transfert entre sections	52 258,22	52 258,22	56 418,99	67 291,90					
	(66) Charges financières	1 207,82	938,72	948,98	1 061,13					
	(67) Charges exceptionnelles	0,00	48 240,00	0,00	0,00					
	Totaux	**72 752,08**	**134 550,02**	**71 089,77**	**92 729,71**	**Totaux**	**202 026,57**	**240 779,73**	**269 370,79**	**111 947,92**
	Résultat de l'exercice						129 274,49	106 229,71	198 281,02	19 218,21
	Report résultat N-1						224 018,40	184 677,61	185 829,59	360 967,19
	Résultat de clôture						**353 292,89**	**290 907,32**	**384 110,61**	**380 185,40**

SECTION D'INVESTISSEMENT	DEPENSES					RECETTES				
	Chapitre	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**Chapitre**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
	(001) Solde d'exécution reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	(001) Solde d'exécution reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
	(020) Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	(021) Virement de section d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
	(040) Op. d'ordre de transfert entre sections	9 634,33	9 634,33	9 634,33	9 634,33	(040) Op. d'ordre de transfert entre sections	52 258,22	52 258,22	56 418,99	67 291,90
	(16) Emprunts et dettes assimilées	13 225,85	10 890,41	10 229,59	8 744,20	(10) Dotations, fonds divers et réserves	2 000,00	168 615,28	107 956,39	23 143,42
	(20) Immobilisations incorporelles			0,00	0,00					
	(21) Immobilisations corporelles	224 580,16	342 775,03	42 285,90	50 387,34	(21) Immobilisations corporelles	0,00	224 580,16	0,00	0,00
	Sous-totaux	***247 440,34***	***363 299,77***	***62 149,82***	***68 765,87***	***Sous-totaux***	***54 258,22***	***445 453,66***	***164 375,38***	***90 435,32***
	RAR	*0,00*	*21 495,00*	*38 907,59*	*65 803,00*	*RAR*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Totaux	**247 440,34**	**384 794,77**	**101 057,41**	**134 568,87**	**Totaux**	**54 258,22**	**445 453,66**	**164 375,38**	**90 435,32**
	Résultat de l'exercice						-193 182,12	82 153,89	102 225,56	21 669,45
	Report résultat N-1						24 566,84	-168 615,28	-86 461,39	15 764,17
	Résultat de clôture (hors RAR)						**-168 615,28**	**-86 461,39**	**15 764,17**	**37 433,62**
	Résultat de clôture						**-168 615,28**	**-107 956,39**	**-23 143,42**	**-28 369,38**

Pour mémoire, des opérations de régularisation de TVA ont généré en 2022 une hausse des dépenses et des recettes. En 2024, les dépenses réelles de fonctionnement augmentent en raison notamment du versement de la rémunération due à la SAUR au titre de la maîtrise des pertes en eau pour l'année 2022. En l'absence de versement de l'acompte 2024 de la surtaxe eau, les recettes réelles de fonctionnement ont fortement diminué en 2024 (- 61%).

<u>Evolution de la surtaxe eau (en € HT / m³)</u>

2021	2022	2023	2024
0,6880	0,6880	0,7151	0,7151

Les dépenses d'investissement évoluent de 33% en 2024 (par rapport à 2023 - RAR compris). Sur la période 2021-2024, voici les principaux projets d'investissement réalisés :

- Reprise de branchement de plomb ;
- Remplacement de poteaux incendie.

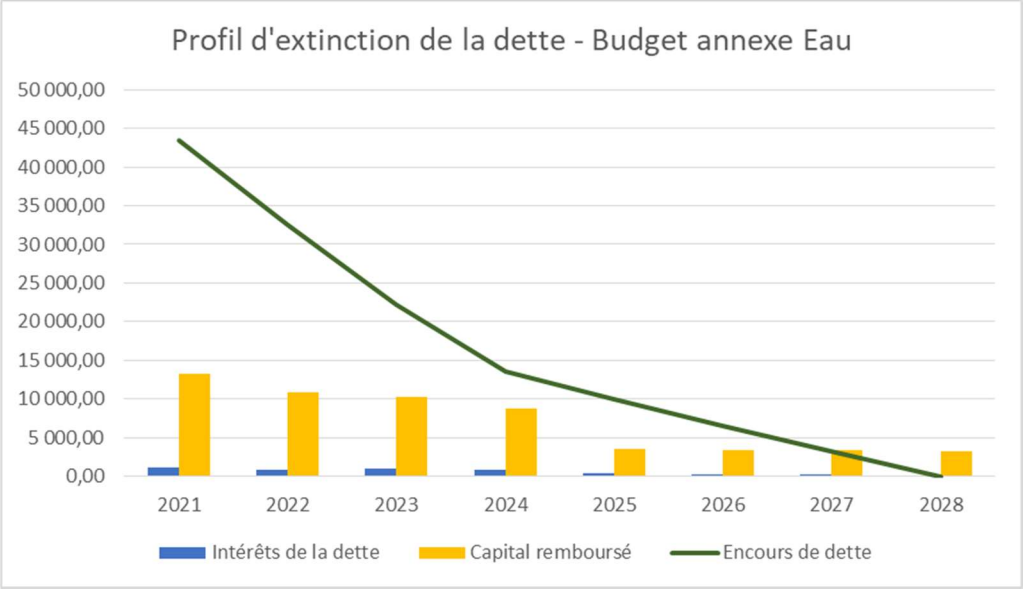
Il est précisé que ces travaux ont été autofinancés en grande partie grâce à la surtaxe récupérée.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Etat de la dette

Pour information, certains emprunts ayant été contractés à taux variables, les intérêts sont susceptibles d'évoluer.

Année	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Emprunt contracté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêts de la dette	1 209,91	902,91	1 078,84	908,63	489,34	335,16	207,48	79,80
Capital remboursé	13 225,85	10 890,41	10 229,59	8 744,20	3 619,61	3 352,96	3 352,96	3 213,53
Annuité	14 435,76	11 793,32	11 308,43	9 652,83	4 108,95	3 688,12	3 560,44	3 293,33
Encours de dette	43 403,26	32 512,85	22 283,26	13 539,06	9 919,45	6 566,49	3 213,53	0,00



La projection 2021-2028 est réalisée dans l'hypothèse où aucun emprunt n'est contracté sur la période.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

3.2.2. Service d'assainissement

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Chapitre	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**Chapitre**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
(011) Charges liées à l'exploitation	5 957,72	73 592,63	9 663,58	16 382,68	(002) Excédent anterieur reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
(012) Charges de personnel	6 333,44	7 000,00	9 146,25	9 359,14	(042) Op. d'ordre de transfert entre sections	30 303,79	30 303,79	30 303,79	30 303,79
(022) Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	(70) Produits des services, du domaine, etc.	183 933,29	321 521,55	397 572,06	143 335,60
(023) Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	(74) Dotations, subventions et participations	20 602,00	0,00	9 257,00	0,00
(042) Op. d'ordre de transfert entre sections	166 538,26	166 538,26	172 475,39	183 726,23	(77) Produits exceptionnels	0,00	121 905,89	0,00	0,00
(65) Autres charges de gestion courante	3 801,59	0,00	0,00	0,00					
(66) Charges financières	5 729,12	3 088,39	3 399,29	341,86					
(67) Charges exceptionnelles	0,00	70 800,00	0,00	0,00					
Totaux	**188 360,13**	**321 019,28**	**194 684,51**	**209 809,91**	**Totaux**	**234 839,08**	**473 731,23**	**437 132,85**	**173 639,39**
Résultat de l'exercice						46 478,95	152 711,95	242 448,34	-36 170,52
Report résultat N-1						351 896,70	398 375,65	458 035,46	700 483,80
Résultat de clôture						**398 375,65**	**551 087,60**	**700 483,80**	**664 313,28**

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Chapitre	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**Chapitre**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
(001) Solde d'exécution reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	(001) Excedent antérieur reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
(020) Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	(021) Virement de section d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
(040) Op. d'ordre de transfert entre sections	30 303,79	30 303,79	30 303,79	30 303,79	(040) Op. d'ordre de transfert entre sections	166 538,26	166 538,26	172 475,39	183 726,23
(16) Emprunts et dettes assimilées	69 656,54	61 247,94	31 216,68	17 500,19	(10) Dotations, fonds divers et réserves	17 019,45	0,00	93 052,14	0,00
(20) Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	11 475,00	(13) Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
(21) Immobilisations corporelles	37 865,52	150 781,22	147 277,81	114 239,05	(21) Immobilisations corporelles	0,00	37 865,52	0,00	0,00
Sous-totaux	***137 825,85***	***242 332,95***	***208 798,28***	***173 518,03***	***Sous-totaux***	***183 557,71***	***204 403,78***	***265 527,53***	***183 726,23***
RAR	*0,00*	*153 441,00*	*74 118,35*	*34 530,00*	*RAR*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Totaux	**137 825,85**	**395 773,95**	**282 916,63**	**208 048,03**	**Totaux**	**183 557,71**	**204 403,78**	**265 527,53**	**183 726,23**
Résultat de l'exercice						45 731,86	-37 929,17	56 729,25	10 208,20
Report résultat N-1						52 586,17	98 318,03	60 388,86	117 118,11
Résultat de clôture (hors RAR)						**98 318,03**	**60 388,86**	**117 118,11**	**127 326,31**
Résultat de clôture						**98 318,03**	**-93 052,14**	**42 999,76**	**92 796,31**

Tout comme pour le budget Eau, on observe en 2020 une hausse des dépenses et des recettes en raison des opérations de régularisation de TVA opérées. En 2024, les dépenses réelles de fonctionnement augmentent en raison notamment du versement de la rémunération due à la SAUR au titre de la maîtrise des pertes en eau pour l'année 2022. Principalement en l'absence de versement de l'acompte 2024 de la surtaxe assainissement, les recettes réelles de fonctionnement ont fortement diminué en 2024 (- 65%). Par ailleurs, la commune a perçu en 2023 une prime de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse de 9 257 €.

<u>Evolution de la surtaxe assainissement (en € HT / m³)</u>

2021	2022	2023	2024
1,0799	1,0799	0,4726	0,4726

Les dépenses d'investissement diminuent de 26% en 2024 (par rapport à 2023 - RAR compris). Sur la période 2021-2024, voici les principaux projets d'investissement réalisés :

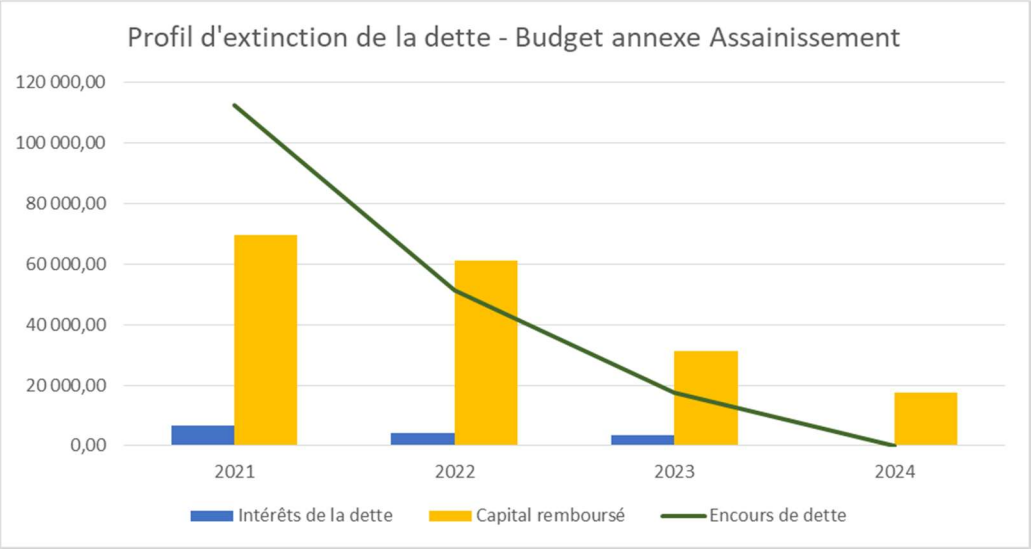
- Assistance à maitrise d'ouvrage pour le recrutement et le suivi d'un prestataire spécialisé pour la réalisation d'une étude de déraccordement des eaux pluviales ;
- Assistance à maitrise d'ouvrage pour le recrutement et le suivi d'un prestataire spécialisé pour la réalisation d'une étude de bassin versant ;
- Mise en place d'un piézomètre ;
- Plan d'épandage des boues ;
- Bathymétrie de la station d'épuration (bassins) ;
- Remplacement poste de relevage rue d'Euville.

Tout comme sur le budget Eau, ces travaux ont été autofinancés grâce notamment à la surtaxe récupérée.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Etat de la dette

Année	2021	2022	2023	2024
Emprunt contracté	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêts de la dette	6 559,02	4 025,17	3 494,10	353,51
Capital remboursé	69 656,54	61 247,94	31 216,68	17 500,19
Annuité	76 215,56	65 273,11	34 710,78	17 853,70
Encours de dette	112 610,94	51 363,00	17 500,19	0,00



Au 31 décembre 2024, la dette est complètement éteinte sur ce budget.

4. Les orientations budgétaires de la commune de Commercy pour 2025

Au regard des dispositions de la Loi de Finances 2025 mais pas seulement, le budget 2025 de la commune de Commercy doit continuer à être construit tout en tenant compte des contraintes financières toujours bien présentes et ce d'autant plus que les projets d'investissement de la commune sont ambitieux.

4.1. Fonctionnement

4.1.1. Les recettes

Les produits des services

En 2025, une hausse des tarifs de 2% est envisagée. Ce taux a été défini en fonction des éléments ci-après.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Décomposition de l'évolution des données prévisionnelles 2025 permettant de définir un taux d'évolution moyen de référence des tarifs	
Progression des ressources fiscales	-2 %
Progression des concours financiers de l'État (DGF)	-7 %
Diminution de l'épargne nette	12 %
Inflation moyenne	1 %
Progression des charges de personnel	6 %
TAUX MOYEN DE REFERENCE	**2 %**

Les ressources fiscales

Comme le prévoit l'article 1518 bis du Code Général des Impôts (CGI), à compter de 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'inflation constatée (et non plus en fonction de l'inflation prévisionnelle, comme c'était le cas jusqu'en 2017). Ce taux d'inflation est calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2 (pour application en année N). A noter qu'en cas de déflation, aucune dévalorisation des bases fiscales ne sera appliquée (coefficient maintenu à 1). **L'IPCH de novembre 2024 publié en décembre 2024 est de 1,7%**. C'est donc cette croissance qui s'appliquera sur les bases « ménages ».

Simulation du produit attendu (avec gel des taux) :

Taxe	Bases prévisionnelles 2025	Taux	Produit attendu (hors lissage)	Variation des taux (en points)
Taxe foncière (bâti)	7 755 958	51,01 %	3 956 314	0
Taxe foncière (non bâti)	96 702	43,86 %	42 414	0
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)	268 557	18,64 %	50 059	0
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	582 154	18,64 %	108 514	0
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	1 438 914	14,43 %	207 635	0
TOTAL	**10 142 286**	**-**	**4 364 936**	
Effet coefficient correcteur			**-926 656**	
TOTAL			**3 438 280**	
Variation produit attendu N-1 (avec effet coefficient correcteur)			**69 493**	

Pour mémoire, lors de sa séance du 30 janvier 2023, le Conseil Municipal a décidé d'instituer la taxe d'habitation sur les logements vacants à compter de 2023.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

La loi de finances 2024 a instauré un nouveau zonage dénommé "France Ruralités Revitalisation" au 1er juillet 2024 permettant aux communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre d'instaurer de nouvelles exonérations fiscales. Afin de développer l'activité économique et de renforcer l'attractivité de son territoire, la commune de Commercy, faisant partie de ce zonage, a fait le choix de mettre en place, à compter du 1er janvier 2025, les exonérations suivantes :

Exonérations validées	Taxe	Taux d'exonération	Durée
Construction de logements neufs satisfaisant aux critères de performance énergétique et environnementale conditionnant le bénéfice de l'exonération prévue au I bis de l'article 1384 A du CGI	TFPB	100%	5 ans à compter de la 3ème année qui suit celle de l'achèvement des travaux
Etablissements exerçant une activité industrielle, commerciale ou artisanale ou professionnelle non commerciale créés par les entreprises qui bénéficient de l'exonération prévue à l'article 44 quindecies A dans une zone France ruralités revitalisation*	CFE	100%	5 ans à compter de l'année qui suit la création de l'établissement ou de la 2ème année qui suit celle au cours de laquelle l'extension est intervenue puis abattement dégressif de la base nette imposable pendant 3 ans (75, 50 et 25%)
Immeubles situés dans une zone France Ruralités Revitalisation et rattachés à un établissement remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de CFE prévue à l'article 1466 G du CGI (exonération ci-dessus)	TFPB	100%	Identique à la précédente exonération
Etablissements exerçant une activité commerciale ou artisanale dans une zone de revitalisation des centres-villes	CFE	5%	Illimitée sauf en cas de délibération rapportée ou modifiée. L'exonération cesse de s'appliquer à compter du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle il n'est plus exercé d'activité commerciale ou artisanale au sein de l'établissement.
Immeubles situés dans une zone de revitalisation des centres-villes remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de CFE prévue à l'article 1464 F du CGI (exonération ci-dessus)	TFPB	10%	Identique à la précédente exonération
Jeunes entreprises innovantes réalisant des projets de recheche et de développement existantes au 01/01/2004 ou créées entre cette date et le 31/12/2025 et qui remplissent cumulativement les conditions fixées par les 1°, 3°, 4°, 5° de l'article 44 sexies-0 A du CGI	CFE	100%	7 ans
Locaux appartenant à une collectivité territoriale ou à un EPCI occupés à titre onéreux par une maison de santé	TFPB	25%	5 ans
Médecins, auxiliaires médicaux et vétérinaires	CFE	100%	5 ans

** Les entreprises, soumises de plein droit ou sur option à un régime réel d'imposition de leurs résultats, créées ou reprises entre le 1er juillet 2024 et le 31 décembre 2029 exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale ou libérale, sont exonérées d'impôt sur le revenu ou d'impôts sur les sociétés au titre des bénéfices »*

La validation de ces exonérations entraîne un manque à gagner sur les ressources fiscales de la commune mais ne génère pas de perte de recettes d'autant que l'État a mis en place une bonification de la DGF à compter de 2025.

Concernant la CVAE, pour mémoire, la Loi de Finances 2023 a prévu d'affecter aux collectivités bénéficiant en 2022 de recettes de CVAE, une fraction de taxe sur la valeur ajoutée permettant une compensation à l'euro près, pérenne et dynamique. Cette fraction de TVA est divisée en deux parts : une part fixe correspondant à la moyenne des recettes de CVAE des années 2020, 2021, 2022 et 2023 et une part correspondant à la dynamique, si elle est positive, de la fraction de TVA calculée au niveau national. La Loi de Finances 2025 prévoit une suppression temporaire de l'indexation TVA. Ainsi, pour 2025, la compensation de TVA au titre de la CVAE est égale au montant reversé, après régularisation, en 2024.

L'enveloppe globale du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) est maintenue à 1 M€. Toutefois, malgré cette stabilité, des variations sont toujours à prévoir sur les montants individuels calculés. En effet, l'indice synthétique permettant de déterminer l'éligibilité d'un ensemble intercommunal est calculé en fonction d'indicateurs susceptibles d'évoluer (effort fiscal, revenu par habitant, etc.). Pour ce qui concerne les garanties de sortie (en cas d'inéligibilité à l'attribution du FPIC), elles sont prévues inchangées par rapport à la Loi de Finances pour 2024 : 90% du montant n-1 en 2025, 75% du montant n-2 en 2026, 50% du montant n-3 en 2027 et 25% du montant n-4 en 2028. Dans un souci de prudence, il est prévu en 2025, d'inscrire au budget la somme de 58 600 € au titre du FPIC, qui correspond au montant garanti en cas d'inéligibilité en 2025.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Les dotations, subventions et participations

La loi de finances pour 2025 annonce une hausse de l'enveloppe globale de la DGF de 150 M€ comme indiqué précédemment.

Le recul de la population DGF constaté entre 2023 et 2024 est de -36 habitants. La diminution de la population se poursuivant dans l'attente des effets du dernier recensement réalisé en 2024, une perte de la dotation forfaitaire évaluée à 3 K€ est attendue.

Les rangs de la commune concernant la DSR « cible » et la DSU restent rassurants en 2024 : 7 444 sur 10 000 pour la DSR et 77 sur 127 pour la DSU. Il est donc peu probable de perdre l'éligibilité de ces dotations. Par ailleurs, le zonage FRR permet également à la commune de bénéficier d'une bonification de sa dotation globale de fonctionnement (DGF) à partir de 2025 :

- La fraction « bourg-centre » de la DSR est majorée de 30% ;
- La fraction « péréquation » de la DSR est majorée de 20%.

Quant à la dotation nationale de péréquation, elle devrait encore diminuer en 2025.

Estimation réalisée sur la base des données Finance Active (au 21/02/2025) :

Dotation	2025*	Pour mémoire, 2024	Variation
Dotation forfaitaire	810 432 €	813 174 €	-2 742 €
Compensation CPS	*181 169 €*	*181 169 €*	0 €
Dotation de solidarité rurale	832 517 €	694 941 €	137 576 €
Dotation de solidarité urbaine	422 380 €	408 069 €	14 311 €
Dotation nationale de péréquation	60 570 €	67 300 €	-6 730 €
Total DGF	**2 307 068 €**	**2 164 653 €**	**142 415 €**

Dans le cadre du dispositif « Petites Villes de Demain », le financement jusqu'à 75% du poste de chef de projet se poursuit en 2025. Ce poste ayant été mutualisé avec la commune de Vaucouleurs, le coût résiduel pour la commune correspond à 12,5% du coût total. Aussi, le poste de conseiller numérique continue également d'être financé (jusqu'à 50 000 € sur 3 ans).

Les autres produits

Plusieurs logements occupés feront l'objet d'une révision de loyers en 2025, les recettes correspondantes devraient alors augmenter.

4.1.2. Les dépenses

Les charges à caractère général

Les charges à caractère général de la commune devrait progresser de près de 2,5% compte tenu notamment d'une inflation prévisionnelle de 1% et de l'organisation de la Fête de la Madeleine en juin 2025 (80 K€).

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Les charges de personnel

Les dépenses de personnel sont évaluées à 3,48 M€ en 2025 soit une augmentation de 5,65% par rapport à 2024. A noter que le décret n°2025-86 du 30 janvier 2025 prévoit une augmentation progressive du taux de contribution employeur à la CNRACL à compter du 1er janvier 2025 pour atteindre 43,65% en 2028. En 2025, le taux de contribution employeur 2025 est de 34,65% (+ 3 points par rapport à 2024).

Les autres charges de gestion courante

Concernant les subventions au profit des associations, comme les années précédentes, chaque dossier déposé sera étudié afin de vérifier que les projets répondent bien aux critères d'attribution définis dans le règlement d'attribution des subventions validé par le Conseil Municipal. L'objectif en 2025 reste de soutenir le tissu associatif tout en tenant compte des capacités financières de la commune et de celles des associations.

Une subvention d'équilibre du budget du CCAS sera reconduite en 2025.

Les charges financières

Les charges financières continuent de diminuer en 2025.

Les autres charges

Le montant du prélèvement au titre du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) reste inchangé en 2025 (31 336 €).

Aussi, un complément de 2 019,50 € sera effectué sur la provision pour risques et charges constituée en cas de nécessité d'indemnisation du compte épargne-temps et un complément de 6 360,00 € sera opéré sur la provision pour dépréciation des actifs circulants constituée suite à des loyers impayés. Le montant total des provisions sera donc porté à 70 107,20 € en 2025.

4.1.3. Les budgets annexes

L'article 101 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 portant sur la transformation du dispositif de redevances des agences de l'eau instaure à compter du 1er janvier 2025 les redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement collectif auxquelles sont assujetties les communes ou leurs établissements publics compétents en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées.

La commune percevra alors, en plus de la surtaxe votée, les recettes correspondant aux redevances appliquées par le délégataire sur la facturation des usagers et devra ensuite reverser ces recettes à l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Pour mémoire, le Conseil Municipal, lors de sa séance du 16 décembre 2024, a décidé de fixer, pour l'année 2025, le montant des contre-valeurs sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu ainsi défini :

- Redevance pour la performance des réseaux d'eau potable : 0,066 € HT (soit 0,0696 TTC) / m³ ;
- Redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif : 0,138 € HT (soit 0,1518 TTC) / m³.

Projets d'investissement

Budget	Projet	Coût prévisionnel HT	Financement potentiel
Assainissement	Réalisation d'un schéma directeur du système d'assainissement et de gestion des eaux pluviales	273 956,00	80 %
	Etude de déraccordement	50 000,00	80 %
	Poste de relevage des eaux usées (stade Parmentier)	60 000,00	/
	Sous-total	**597 912,00**	
Eau	Travaux de renouvellement de branchement	40 000,00	/
	Té 2 vannes Capucins/Jeanne D'Arc	15 000,00	/
	Té 3 vannes Capucins/Ed. Morelle	17 000,00	/
	Canalisation Gare/Lisle	60 000,00	/
	Réfection du système de pompage du rond point Les Godelles	30 000,00	/
	Sous-total	**149 000,00**	
TOTAL		**1 292 868,00**	

4.2. Investissement

Les principaux nouveaux projets envisagés en 2025 sont les suivants :

- Vidéoprotection ;
- Reconstruction des vestiaires du stade Parmentier ;
- Aménagement de la bibliothèque ;
- Extension de l'aire de camping-cars.

Ces projets sont potentiellement éligibles à différents dispositifs de financement. Cependant, au regard du coût de l'ensemble des projets envisagés en 2025, le recours à l'emprunt est nécessaire et permettra de financer les premiers travaux de requalification de la place Charles de Gaulle (1 055 K€).

Aucune cession de biens immobiliers n'est envisagée sur l'exercice 2025.

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

Programme pluriannuel d'investissement

Ce programme est susceptible d'être mis à jour en fonction de l'évolution de l'épargne nette de la commune.

N° opération	Libellé opération	DEPENSES							RECETTES				
		BP 2024 (pour mémoire)	RAR 2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL	Subventions notifiées (hors RAR)	RAR 2024	FCTVA (estimation)	SUBVENTIONS POTENTIELLES	TOTAL
133	Forêt	20 000,00 €	- €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	**40 000,00 €**	- €	- €	- €	- €	**- €**
147	Vélodrome	35 000,00 €	9 105,00 €	249 600,00 €	- €	- €	- €	**258 705,00 €**	- €	1 960,00 €	42 437,97 €	- €	**44 397,97 €**
154	Travaux cimetière	41 500,00 €	1 740,00 €	25 000,00 €	110 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	**156 740,00 €**	- €		25 711,63 €	- €	**25 711,63 €**
174	Aménagement entrée de ville	167 800,00 €	264 024,00 €	20 000,00 €	- €	- €	- €	**284 024,00 €**	270 907,00 €	- €	46 591,30 €	- €	**317 498,30 €**
175	Salle des Roises	- €	- €	- €	- €	1 080 000,00 €	- €	**1 080 000,00 €**	- €	- €	177 163,20 €	- €	**177 163,20 €**
274	Parc automobile	65 000,00 €	- €	38 200,00 €	- €	- €	- €	**38 200,00 €**	- €	- €	6 266,33 €	- €	**6 266,33 €**
308	Eclairage public	75 000,00 €	- €	134 400,00 €	- €	- €	- €	**134 400,00 €**	- €	- €	22 046,98 €	- €	**22 046,98 €**
365	Matériel de sécurité	2 200,00 €	- €	30 000,00 €	15 000,00 €	- €	- €	**45 000,00 €**	- €	- €	7 381,80 €	- €	**7 381,80 €**
393	Matériel ergonomique CST	3 000,00 €	- €	5 600,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	**20 600,00 €**	- €	- €	3 379,22 €	- €	**3 379,22 €**
397	Equipement du musée	13 600,00 €	- €	12 000,00 €	- €	- €	- €	**12 000,00 €**	- €	3 530,00 €	1 968,48 €	- €	**5 498,48 €**
406	Parc informatique	45 937,16 €	- €	43 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	**133 000,00 €**	- €	- €	21 817,32 €	- €	**21 817,32 €**
415	Aires de jeux	15 612,00 €	15 612,00 €	- €	- €	- €	- €	**15 612,00 €**	- €	- €	2 560,99 €	- €	**2 560,99 €**
428	Serveur et logiciels	34 650,76 €	- €	22 000,00 €	24 200,00 €	26 600,00 €	29 300,00 €	**102 100,00 €**	- €	- €	16 748,48 €	- €	**16 748,48 €**
447	Matériel de signalisation routière	11 079,20 €	- €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	**40 000,00 €**	- €	- €	6 561,60 €	- €	**6 561,60 €**
452	Etudes	- €	- €	49 200,00 €	- €	- €	- €	**49 200,00 €**	- €	- €	8 070,77 €	28 700,00 €	**36 770,77 €**
464	Equipement du conservatoire	2 500,00 €	- €	3 000,00 €	10 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	**19 000,00 €**	- €	- €	3 116,76 €	- €	**3 116,76 €**
465	Téléphonie	2 000,00 €	- €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	**8 000,00 €**	- €	- €	1 312,32 €	- €	**1 312,32 €**
495	Matériel et équipement éléctions	2 000,00 €	- €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	**8 000,00 €**	- €	- €	1 312,32 €	- €	**1 312,32 €**
523	Achat de mobilier urbain	24 500,00 €	- €	14 400,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	**44 400,00 €**	- €	- €	7 283,38 €	- €	**7 283,38 €**
539	Achat de mobilier et équipement de bureau	3 462,80 €	- €	18 200,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	**24 200,00 €**	- €	- €	3 969,77 €	- €	**3 969,77 €**
555	Epicerie sociale	215 500,00 €	- €	20 000,00 €	180 000,00 €	- €	- €	**200 000,00 €**	- €	37 322,00 €	32 808,00 €	20 000,00 €	**90 130,00 €**
558	Drapeaux	145,38 €	- €	500,00 €	- €	- €	- €	**500,00 €**	- €	- €	82,02 €	- €	**82,02 €**
575	Illuminations de Noël	5 537,72 €	- €	9 600,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	**24 600,00 €**	- €	- €	4 035,38 €	- €	**4 035,38 €**
585	Amélioration énergétique des bâtiments	415 760,00 €	819 073,00 €	31 920,00 €	- €	- €	- €	**850 993,00 €**	- €	- €	134 360,73 €	294 304,33 €	**428 665,07 €**
750	Matériel d'aménagement de voirie	5 000,00 €	1 289,00 €	72 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	**88 289,00 €**	- €	- €	14 482,93 €	- €	**14 482,93 €**
756	Matériel pôle entretien	6 366,59 €	- €	3 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	**9 000,00 €**	- €	- €	1 476,36 €	- €	**1 476,36 €**
771	Eaux pluviales	11 354,08 €	- €	5 000,00 €	- €	- €	- €	**5 000,00 €**	- €	- €	820,20 €	- €	**820,20 €**
776	Equipement police municipale	- €	- €	9 100,00 €	- €	- €	- €	**9 100,00 €**	- €	- €	1 492,76 €	- €	**1 492,76 €**
806	Sécurité passive	11 738,20 €	- €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	**40 000,00 €**	- €	- €	6 561,60 €	- €	**6 561,60 €**
807	Accessibilité divers bâtiments	337 476,04 €	223 632,00 €	- €	- €	- €	- €	**223 632,00 €**	- €	151 553,00 €	36 684,59 €	- €	**188 237,59 €**
822	Réfection de la terrasse du Prieuré de Breuil	2 900,69 €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- €	35 589,00 €	- €	- €	**35 589,00 €**
832	Vidéoprotection	113 990,00 €	- €	300 000,00 €	- €	- €	- €	**300 000,00 €**	- €	- €	49 212,00 €	108 280,00 €	**157 492,00 €**
844	Aménagement extérieur Prieuré de Breuil	- €	- €	- €	33 600,00 €	- €	- €	**33 600,00 €**	- €	- €	5 511,74 €	- €	**5 511,74 €**
846	Matériel et équipement manifestations	16 700,00 €	- €	13 850,00 €	30 000,00 €	2 000,00 €	- €	**45 850,00 €**	- €	- €	7 521,23 €	- €	**7 521,23 €**
854	Aménagement de la rue Porte au Rupt	55 279,59 €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- €	72 735,00 €	- €	- €	**72 735,00 €**
855	Piscine - Avenir du site	460,00 €	1 800,00 €	- €	- €	- €	- €	**1 800,00 €**	- €	- €	295,27 €	- €	**295,27 €**
862	Aménagement de la bibliothèque	- €	- €	270 000,00 €	- €	- €	- €	**270 000,00 €**	- €	- €	44 290,80 €	90 000,00 €	**134 290,80 €**
863	Aménagement du conservatoire de musique	316 530,29 €	166 525,00 €	79 000,00 €	- €	- €	- €	**245 525,00 €**	- €	- €	40 275,92 €	- €	**40 275,92 €**
867	Opération de restauration immobilière (ORI)	25 000,00 €	- €	40 000,00 €	- €	- €	- €	**40 000,00 €**	- €	- €	6 561,60 €	- €	**6 561,60 €**
900	Stade Parmentier	120 664,00 €	46 624,00 €	550 000,00 €	- €	- €	- €	**596 624,00 €**	- €	- €	97 870,20 €	99 437,33 €	**197 307,53 €**
901	Structure des ponts	10 104,00 €	- €	24 000,00 €	- €	- €	- €	**24 000,00 €**	- €	- €	- €	- €	**- €**
902	Aménagement de la rue de Lisle	729 044,80 €	709 213,00 €	- €	- €	- €	- €	**709 213,00 €**	- €	37 214,00 €	116 339,30 €	- €	**153 553,30 €**
903	Aménagement du centre-ville	665 398,00 €	441 366,00 €	1 055 250,00 €	2 040 280,00 €	2 040 280,00 €	1 124 740,00 €	**6 701 916,00 €**	- €	525 821,00 €	1 099 382,30 €	1 751 882,80 €	**3 377 086,10 €**
905	Création d'un street-park	490 000,00 €	312 723,00 €	50 000,00 €	- €	- €	- €	**362 723,00 €**	122 234,00 €	279 350,00 €	59 501,08 €	134 416,00 €	**595 501,08 €**
907	Matériel et outillage des services techniques	44 487,00 €	30 771,00 €	20 000,00 €	17 750,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	**78 521,00 €**	- €	- €	12 880,58 €	- €	**12 880,58 €**
908	Equipement de la Maison des Associations	2 000,00 €	- €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	**8 000,00 €**	- €	- €	1 312,32 €	- €	**1 312,32 €**
910	Equipements sportifs	45 963,94 €	- €	27 000,00 €	- €	- €	- €	**27 000,00 €**	- €	- €	4 429,08 €	- €	**4 429,08 €**
911	Aménagement du Centre Technique Municipal	5 600,00 €	- €	62 400,00 €	- €	- €	- €	**62 400,00 €**	- €	- €	10 236,10 €	- €	**10 236,10 €**
913	Restauration d'œuvres d'art	5 214,00 €	2 508,00 €	6 000,00 €	- €	- €	- €	**8 508,00 €**	- €	- €	1 395,65 €	1 083,33 €	**2 478,99 €**
914	Transition numérique	- €	- €	- €	23 000,00 €	- €	- €	**23 000,00 €**	- €	- €	3 772,92 €	- €	**3 772,92 €**
916	MECS Les Capucins	6 246,00 €	- €	19 300,00 €	- €	- €	- €	**19 300,00 €**	- €	- €	3 165,97 €	- €	**3 165,97 €**
919	Equipement halte fluviale	2 600,00 €	- €	2 600,00 €	- €	- €	- €	**2 600,00 €**	- €	- €	426,50 €	- €	**426,50 €**
922	Travaux divers de voirie	100 000,00 €	- €	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	**400 000,00 €**	- €	- €	65 616,00 €	- €	**65 616,00 €**
924	Budget participatif	40 000,00 €	- €	40 000,00 €	- €	- €	- €	**40 000,00 €**	- €	- €	6 561,60 €	- €	**6 561,60 €**
925	Aire de camping-cars	25 000,00 €	16 303,00 €	415 560,00 €	- €	- €	- €	**431 863,00 €**	- €	- €	70 842,81 €	101 300,00 €	**172 142,81 €**
926	Signalétique touristique	30 000,00 €	29 556,00 €	- €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	**179 556,00 €**	- €	17 241,00 €	29 454,37 €	- €	**46 695,37 €**
927	Parcs et jardins	15 650,00 €	716,00 €	- €	- €	- €	- €	**716,00 €**	- €	- €	117,45 €	- €	**117,45 €**
928	Sécurisation quai de transit	- €	- €	- €	20 000,00 €	- €	- €	**20 000,00 €**	- €	- €	3 280,80 €	- €	**3 280,80 €**
932	Acquisition de terrains	- €	- €	30 000,00 €	- €	- €	- €	**30 000,00 €**	- €	- €	4 921,20 €	- €	**4 921,20 €**
933	Rénovation lgt J. Rostand	- €	- €	30 000,00 €	- €	- €	- €	**30 000,00 €**	- €	- €	4 921,20 €	- €	**4 921,20 €**
934	Achat d'une badgeuse	- €	- €	13 000,00 €	- €	- €	- €	**13 000,00 €**	- €	- €	2 132,52 €	- €	**2 132,52 €**
935	Aménagement de terrains	- €	- €	10 800,00 €	- €	- €	- €	**10 800,00 €**	- €	- €	1 771,63 €	- €	**1 771,63 €**
936	Aménagement des bâtiments	- €	- €	49 200,00 €	- €	- €	- €	**49 200,00 €**	- €	- €	8 070,77 €	- €	**8 070,77 €**
OPFI	Opération financière (acquisition Les Remises)	78 000,00 €	- €	78 000,00 €	78 000,00 €	- €	- €	**156 000,00 €**	- €	- €	- €	- €	**- €**
OPNI	Opération non individualisée	18 650,00 €	99,00 €	21 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	**81 099,00 €**	- €	- €	- €	- €	**- €**
TOTAL GENERAL		**4 729 363,30 €**	**3 092 679,00 €**	**4 158 680,00 €**	**2 846 830,00 €**	**3 431 880,00 €**	**1 437 040,00 €**	**14 967 109,00 €**	**393 141,00 €**	**1 162 315,00 €**	**2 400 576,12 €**	**2 629 403,80 €**	**6 585 435,92 €**

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 055-215501222-20250320-2025_020-BF

4.3. Retro-prospective 2024 - 2028

RETRO-PROSPECTIVE BUDGET VILLE	2024	2025	2026	2027	2028
Produits des services	351 K€	351 K€	354 K€	358 K€	361 K€
Recettes fiscales	4 021 K€	4 078 K€	4 129 K€	4 185 K€	4 249 K€
Dotations et participations	3 030 K€	3 037 K€	3 037 K€	3 010 K€	3 010 K€
Autres recettes d'exploitation	450 K€	455 K€	459 K€	464 K€	468 K€
Cessions	288 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
Total des recettes réelles de fonctionnement	**8 141 K€**	**7 920 K€**	**7 980 K€**	**8 016 K€**	**8 088 K€**
Charges à caractère général	2 061 K€	2 112 K€	2 062 K€	2 174 K€	2 125 K€
Charges de personnel et frais assimilés	3 297 K€	3 483 K€	3 552 K€	3 623 K€	3 696 K€
Autres charges de gestion courante	1 130 K€	1 139 K€	1 145 K€	1 150 K€	1 156 K€
Intérêts de la dette	18 K€	11 K€	32 K€	29 K€	60 K€
Autres dépenses de fonctionnement	53 K€	53 K€	53 K€	53 K€	53 K€
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**6 558 K€**	**6 797 K€**	**6 844 K€**	**7 030 K€**	**7 089 K€**
Epargne de gestion	**1 312 K€**	**1 134 K€**	**1 168 K€**	**1 016 K€**	**1 059 K€**
Intérêts de la dette	18 K€	11 K€	32 K€	29 K€	60 K€
Epargne brute	**1 294 K€**	**1 124 K€**	**1 136 K€**	**986 K€**	**999 K€**
Remboursement capital de la dette	246 K€	198 K€	148 K€	149 K€	206 K€
Epargne nette	**1 048 K€**	**926 K€**	**988 K€**	**837 K€**	**794 K€**
FCTVA	186 K€	144 K€	791 K€	309 K€	373 K€
Emprunts	0 K€	1 055 K€	0 K€	1 100 K€	0 K€
Autres recettes	958 K€	1 162 K€	848 K€	1 024 K€	425 K€
Total des recettes réelles d'investissement	**1 144 K€**	**2 361 K€**	**1 639 K€**	**2 433 K€**	**798 K€**
Dépenses d'équipement (PPI)	1 313 K€	7 230 K€	2 827 K€	3 412 K€	1 417 K€
Remboursement capital de la dette	246 K€	198 K€	148 K€	149 K€	206 K€
Autres dépenses d'investissement	10 K€	21 K€	20 K€	20 K€	20 K€
Total des dépenses réelles d'investissement	**1 569 K€**	**7 449 K€**	**2 994 K€**	**3 581 K€**	**1 643 K€**
Fonds de roulement en début d'exercice	**3 766 K€**	**4 924 K€**	**960 K€**	**740 K€**	**578 K€**
Résultat de l'exercice	1 158 K€	-3 964 K€	-220 K€	-162 K€	155 K€
Fonds de roulement en fin d'exercice	**4 924 K€**	**960 K€**	**740 K€**	**578 K€**	**733 K€**

Cette présentation intègre un emprunt de 1 055 K€ sur 20 ans à taux fixe de 2,47 % (cotation au 28/02/2025) et un emprunt de 1 100 K€ sur 20 ans à taux fixe de 3% pour le financement de la requalification de la place Charles de Gaulle en 2025 et en 2027 ainsi qu'un taux de subventionnement moyen des investissements de 30 % de 2026 à 2028.

Conclusion

L'année 2024 a été marquée par une reprise des investissements de la commune et notamment par le lancement de l'opération de requalification de la place Charles de Gaulle, projet phare de la commune pour les années à venir.

Dans un environnement national et international particulièrement instable, la municipalité poursuit en 2025 ses objectifs dont les principaux sont les suivants :

- maintien du niveau et de la qualité des services rendus sans hausse des taux d'imposition ;
- maîtrise, autant que possible, des coûts de fonctionnement ;
- poursuite du soutien aux associations, malgré les contraintes financières ;
- prévision d'un niveau d'investissement suffisant pour l'amélioration du cadre de vie, la sobriété énergétique et la sécurité.